

Chers amis,

Je relaie ci-dessous, intégralement, un texte important de Maxime Chaix, qui fait le point sur les manœuvres secrètes de la CIA pour déstabiliser la Syrie et en renverser « le régime ».

[Quand « les médias » (La Pravda des milliardaires) vous parlent d'un « régime » (sic), c'est que les bombardiers sont prêts, et qu'il ne reste plus qu'à vous préparer psychologiquement pour accepter (et même vouloir) que ces bombardiers décollent en votre nom. Un gouvernement régulier que les médias de l'empire appellent « régime » peut se faire du souci : ça va bientôt barder pour lui, ses opposants « modérés » vont devenir surpuissants et surarmés, et sa population va beaucoup souffrir.]

Maxime Chaix, c'est ce jeune homme courageux qui, par ailleurs, traduit [les livres formidables de Peter Dale Scott sur l'État profond aux USA, livres publiés chez le non moins courageux éditeur Demi-Lune](#).

Tous les trois (auteur traducteur et éditeur) sont évidemment traités de « **complotistes** » par les comploteurs et leurs complices, inversion accusatoire qui devient (presque à tous les coups) **la légion d'honneur de la vraie bonne résistance à l'oppression**. De ceux qui ne sont pas traités de « complotisme » ou de « confusionnisme », le système de domination parlementaire (dit « capitaliste ») n'a rien à craindre. Au contraire, ceux qui sont calomniés de cette façon prouvent ainsi leur effective dangerosité contre les tyrans du moment et méritent le soutien des simples citoyens.

À mon avis, un journaliste (ou un militant humaniste) qui s'interdit de dénoncer les complots qu'il détecte ne sert plus à rien, pour la société qu'il prétend défendre. Je dis bien À RIEN. Il s'est auto-désactivé et le système de domination n'a plus rien à craindre de lui ; et nous, nous n'avons plus rien d'important à attendre de lui. Il ne faut pas nous laisser intimider par ces ridicules accusations de « complotisme ». Il faut être courageux, là.

Bref. Je soumets à votre esprit critique ce papier que je trouve important (et sérieusement documenté).

Étienne.

AVANT-PROPOS DE L'AUTEUR :

Comme Étienne me l'a pertinemment signalé, mon article ci-dessous ne traite pas des innombrables exactions commises par les forces syriennes et leurs alliés. Il a raison de le souligner, car nous ne pouvons cautionner de tels actes. Or, ces crimes ont été largement dénoncés par les médias, les ONG et les gouvernements occidentaux. Au contraire, la guerre secrète de la CIA et de ses partenaires en Syrie fut littéralement occultée par une majorité de la presse occidentale, en particulier dans les médias francophones. Pourtant, comme je tente de le démontrer dans l'article suivant, cette gigantesque opération clandestine a considérablement aggravé ce conflit, ayant massivement armé et soutenu les milices jihadistes au Moyen-Orient – dont al-Qaïda et Daech –, dans l'objectif de renverser Bachar el-Assad. À l'heure où nous sommes frappés par ces mêmes réseaux terroristes, ces politiques secrètes et irresponsables des puissances de l'OTAN et de leurs alliés moyen-orientaux doivent être dénoncées et combattues. C'est l'objectif principal de cet article, qui synthétise mes investigations sur cet aspect crucial mais encore trop méconnu de la guerre en Syrie. D'avance, je vous remercie de relayer cette analyse si vous estimez qu'elle est pertinente, utile et intéressante.

Informativement vôtre,

Maxime Chaix

En Syrie, le plus grand fiasco de la CIA ?

par [Maxime Chaix](#), 3 août 2017.

Source : Middle East Eye, <http://www.middleeasteye.net/fr/opinions/en-syrie-le-plus-grand-fiasco-de-la-ci>

membres du Front al-Nosra, la branche d'al-Qaïda en Syrie, rebaptisé Front Fatah al-Cham en 2016 après avoir rompu officiellement avec le groupe créé par Oussama ben Laden (Reuters).

Alors qu'il n'est plus tabou de critiquer le rôle trouble des puissances moyen-orientales dans le renforcement des réseaux djihadistes au Moyen-Orient, la coresponsabilité de leurs partenaires de l'OTAN ne peut et ne doit plus être éludée

Récemment, le *Washington Post* [a annoncé](#) la fin du soutien de la CIA en faveur des rebelles « modérés », confirmant qu'en 2015, ceux-ci menaçaient de renverser Bachar el-Assad mais que cette issue chaotique fut empêchée par l'intervention militaire directe de la Russie cette même année. Chaotique, car le chroniqueur du *Post*, David Ignatus, vient de souligner [dans ce même journal](#) que Washington et ses alliés ne pouvaient proposer d'alternative politique viable, démocrate et modérée face au gouvernement syrien.

D'après le spécialiste de la Syrie Charles Lister, qui [regrette ouvertement](#) la fin de cette guerre secrète coordonnée par la CIA, l'Agence aurait constitué une force de [45 000 combattants](#) à travers cette opération, dont nous savons depuis [janvier 2016](#) qu'elle a pour nom de code « Timber Sycamore ».

Les rebelles « modérés » appuyés par la CIA et ses partenaires ont combattu jusqu'en janvier 2014 aux côtés de la milice terroriste qui allait devenir l'« État islamique » six mois plus tard

Or, comme le rappelle l'universitaire américain Joshua Landis, ces rebelles « modérés » appuyés par la CIA et ses partenaires ont combattu [jusqu'en janvier 2014](#) aux côtés de la milice terroriste qui allait devenir l'« État islamique » (EI) six mois plus tard, lors de la proclamation du « califat » par Abou Bakr al-Baghdadi. Cet argument est confirmé par l'expert de la Syrie Fabrice Balanche, qui a souligné à l'auteur de ces lignes que « les rebelles n'ont combattu Daech qu'à partir de l'hiver 2013-2014. Avant cette période, ils étaient main dans la main avec cette organisation. »

Depuis qu'ils ont rompu avec l'EI, ces groupes soutenus par la CIA et ses alliés se sont majoritairement coordonnés avec la branche d'al-Qaïda en Syrie, qui s'est appelée le Front al-Nosra jusqu'en juillet 2016, avant de changer de nom et de [rompre superficiellement](#) son allégeance au réseau de feu Oussama ben Laden.

 Abou Bakr al-Baghdadi, leader de l'État islamique, a proclamé son « califat » en 2014 (AFP)

Comme le *New York Times* le soulignait [en octobre dernier](#), lors de la bataille finale pour la reprise d'Alep-Est, « onze parmi la vingtaine de groupes rebelles menant l'offensive ont été approuvés par la CIA et ont reçu des armes de l'Agence, d'après Charles Lister, un chercheur et spécialiste de la Syrie au Middle East Institute, à Washington. [...] Monsieur Lister et d'autres experts ont déclaré que la vaste majorité des factions rebelles approuvées par les États-Unis à Alep combattaient en pleine ville, et qu'ils pilonnaient massivement les troupes du gouvernement syrien en appui des combattants affiliés à al-Qaïda, qui se chargeaient de l'essentiel des combats sur la ligne de front. "La triste vérité, cependant, est que ces groupes soutenus par les États-Unis [et leurs alliés] restent d'une manière ou d'une autre dépendants des factions affiliées à al-Qaïda dans ces opérations, en termes d'organisation et de puissance de feu", selon l'experte Genevieve Casagrande, une spécialiste de la Syrie au sein de l'Institute for the Study of War à Washington. »

Comment la CIA et ses alliés ont soutenu le djihad en Syrie

Plusieurs éléments troublants sont à relever dans cette opération. Tout d'abord, sachant que les États-Unis se revendiquent en guerre contre le terrorisme depuis septembre 2001, appuyer pendant près de cinq ans des groupes qui combattent aux côtés d'al-Qaïda n'a pas semblé poser problème aux décideurs américains et à leurs alliés occidentaux – ce qui est pour le moins déroutant.

Et comme l'a pertinemment souligné Joshua Landis, le gouvernement des États-Unis savait [depuis le milieu de l'année 2012](#) que les armes livrées massivement par la CIA et une [quinzaine de services spé-](#)

[ciaux](#) depuis la Turquie et la Jordanie équipaient principalement des groupes djihadistes, un processus dévoilé par le *New York Times* [en octobre 2012](#).

Comme l'auteur de ces lignes avait eu l'occasion de le défendre, le réseau qui a majoritairement bénéficié de ces milliers de tonnes d'armements a été le Front al-Nosra ; ce fut d'ailleurs le cas [jusqu'à récemment](#) dans le gouvernorat d'Idleb, dont la capitale [vient d'être prise](#) par cette organisation, aujourd'hui rebaptisée Hayat Tahrir al-Cham.

Ces graves dérives ont été notamment confirmées par le journaliste spécialisé Gareth Porter, dans un article [explicitement intitulé](#) « Comment les États-Unis ont armé des terroristes en Syrie ». « Cet afflux massif d'armes [coordonné par la CIA] vers le territoire syrien, ainsi que l'entrée de 20 000 combattants étrangers dans ce pays – et ce principalement depuis la Turquie –, ont largement défini la nature de cette guerre », a souligné Gareth Porter en se référant au vaste réseau de trafic d'armes mis en place par la CIA et ses alliés depuis [les Balkans](#) et [la Libye](#), de même qu'à l'acquisition de [15 000 missiles TOW made in USA](#) par l'Arabie saoudite. Fabriqués [par Raytheon](#), ces missiles antichars ont été introduits en masse dans ce conflit à partir de 2014, et les pertes infligées aux forces syriennes avec ces armements auraient été le [principal facteur](#) de l'intervention militaire russe au début de l'automne 2015.

Dans cet article solidement documenté, Gareth Porter ajoute que « les armes [injectées par la CIA et ses partenaires dans le conflit syrien] ont contribué à faire de la branche d'al-Qaïda en Syrie [...] et de ses proches alliés la plus puissante des forces anti-Assad dans ce pays – et elles ont aussi [permis l'émergence de Daech](#) ».

 *Les forces de Bachar al-Assad et de ses alliés ont repris Alep des mains de l'opposition syrienne en décembre 2016 (Reuters)*

Rappelons qu'à l'origine, le Front al-Nosra et le futur « État islamique » ne faisaient qu'un avant leur [scission](#) au printemps 2013, qui déboucha sur une guerre fratricide entre ces deux factions. Plus exactement, les combattants majoritairement irakiens de ce qui était alors appelé l'« État islamique d'Irak » (EII) ont fondé, [à partir de l'été 2011](#), la milice qui allait devenir le Front al-Nosra en janvier 2012.

Encore aujourd'hui à la tête de ce réseau, leur leader, Mohammed al-Joulani, un djihadiste syrien ayant affronté la coalition de George W. Bush en Irak, avait été chargé par Abou Bakr al-Baghdadi de combattre les forces de Bachar el-Assad en 2011. [D'après Foreign Policy](#), lors de cette scission d'avril 2013 entre ces deux entités terroristes, « une large majorité de commandants et de combattants d'al-Nosra en Syrie ne suivirent pas [leur chef al-Joulani] » et prêtèrent allégeance au futur « calife » d'al-Baghdadi, ce qui aurait représenté « jusqu'à 15 000 combattants sur environ 20 000 », d'après une estimation du chercheur Fabrice Balanche.

Le gigantesque trafic d'armes et de munitions organisé par la CIA pour équiper les rebelles en Syrie a, directement ou non, profité à Daech. Le fait que si peu d'experts et de journalistes occidentaux l'aient souligné (ou remarqué) est incompréhensible

Toujours selon *Foreign Policy*, « partout dans le nord de la Syrie, Daech s'empara des quartiers généraux d'al-Nosra, des caches de munitions et des dépôts d'armes » durant cette séparation, qui conduisit à la création de l'« État islamique en Irak et au Levant » (EIIL), rebaptisé « État islamique » au milieu de l'année suivante.

En d'autres termes, [le gigantesque trafic d'armes et de munitions](#) organisé par la CIA pour équiper les rebelles en Syrie a, directement ou non, profité à Daech et favorisé sa montée en puissance dès janvier 2012. Le fait que si peu d'experts et de journalistes occidentaux l'aient souligné (ou remarqué) est incompréhensible.

Derrière l'alibi des « rebelles modérés »

Même conséquence pour le versant « formation militaire » de ce programme de l'Agence et de ses alliés, qui a conduit les Forces spéciales détachées auprès de la CIA à entraîner malgré elles une forte proportion de djihadistes officieusement affiliés à al-Nosra ou à Daech – selon des [sources anonymes](#) du SOCOM et de l'Agence qui étaient directement impliquées dans cette opération.

En clair, de nombreux mercenaires anti-Assad recrutés par la CIA ont dissimulé leur appartenance à (ou leur attrait pour) ces groupes terroristes, le processus de sélection des combattants étant particulièrement laxiste. Or, la simple existence de cette procédure a permis à la CIA de maintenir une façade de respectabilité en affirmant qu'elle ne formait que des [« rebelles modérés »](#).

En réalité, pour quiconque s'affranchit de cette notion orwellienne, les dynamiques de cette opération peuvent être résumées ainsi : supervisés par la CIA et [quatorze autres services spéciaux](#), dont ceux de la France, du Royaume-Uni, d'Israël, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar, le financement, la formation et l'approvisionnement en armes des rebelles depuis les territoires turc et jordanien ont profité à l'ensemble des groupes armés, y compris à Daech et au Front al-Nosra.

En des termes [plus parlants](#), qui sont ceux du spécialiste [Sam Heller](#), « la majeure partie du soutien américain fut dirigée vers des factions de l'« Armée syrienne libre » (ASL), qui ont en fait servi d'auxiliaires et de sources d'armements à de plus puissantes factions islamistes et djihadistes, dont la branche d'al-Qaïda en Syrie ».

Supervisés par la CIA et quatorze autres services spéciaux, dont ceux de la France, du Royaume-Uni, d'Israël, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar, le financement, la formation et l'approvisionnement en armes des rebelles depuis les territoires turc et jordanien ont profité à l'ensemble des groupes armés, y compris Daech et al-Nosra

Ces dérives ne furent toutefois pas systématiquement intentionnelles. L'exemple de « Cheg Cheg », devenu le plus grand trafiquant d'armes syrien durant cette guerre, pourrait l'illustrer. Mort dans l'explosion de son véhicule en avril 2016, ce baron de la contrebande d'armements avait vendu à [des intermédiaires bédouins](#) un certain nombre d'armes issues des bases supervisées par la CIA, dont la mise en place en Turquie et en Jordanie avait dynamisé ses affaires. Or, ces intermédiaires les avaient achetées pour le compte du malnommé « État islamique », ce que « Cheg Cheg » [n'ignorait pas](#).

À l'origine de ces révélations, le quotidien émirati *TheNational.ae* évoqua des transferts « involontaires » d'armements de la CIA et de ses alliés vers l'EI, à travers les réseaux de « Cheg Cheg ». Pourtant, selon différentes enquêtes approfondies, dont une récemment publiée [par le JDD](#), il ne fait plus aucun doute que les services spéciaux des pétromonarchies du Golfe - essentiellement ceux de l'Arabie saoudite - ont sciemment armé Daech en Syrie comme en Irak, en particulier via une ligne d'approvisionnement Balkans-Moyen-Orient mise en place avec l'aide discrète de la CIA [à partir de janvier 2012](#).

Ambassadeur américain en Syrie de 2011 à 2014, Robert S. Ford [est persuadé](#) de l'implication de l'Agence dans ces manœuvres, qui furent d'après lui « strictement confinées aux réseaux des services secrets ». Étonnamment, cette enquête du JDD ne fait pas mention de ce rôle central de la CIA dans la création de ce trafic d'armes produites dans les Balkans. Toutefois, son auteur a répondu à une demande de clarification en soulignant que « les propos de Robert S. Ford, qui s'est exprimé plus en détail sur ce sujet dans le *New York Times*, portent davantage sur l'approvisionnement en armes du Front al-Nosra... dont a ensuite profité Daech. »

Une telle franchise est malheureusement trop rare dans les médias occidentaux, et en particulier francophones. En réalité, alors qu'il n'est plus tabou de critiquer le rôle trouble des puissances moyen-orientales dans le renforcement des réseaux djihadistes en Irak et au Levant, la coresponsabilité de leurs partenaires de l'OTAN dans ces politiques catastrophiques ne peut et ne doit plus être éludée par les médias.

L'opération Timber Sycamore : un fiasco historique

Pour dresser le bilan de cette désastreuse politique, que la majorité de la presse occidentale a dissimulée au profit d'une narration séduisante impliquant des rebelles « modérés » n'ayant qu'un poids limité sur le terrain, on peut dire que la CIA et ses partenaires ont imposé à la Syrie une guerre secrète meurtrière, et que celle-ci a eu comme conséquence des [dizaines de milliers de morts](#) dans les rangs de l'armée syrienne et de leurs alliés, ainsi qu'un nombre indéterminé de victimes civiles, de blessés, de réfugiés et de déplacés internes.

Cette coresponsabilité majeure des puissances occidentales dans ce conflit a été durablement occultée du débat public, à travers ce qui pourrait être considéré un jour comme l'un des plus grands échecs collectifs de l'histoire du journalisme contemporain.

Cette coresponsabilité majeure des puissances occidentales dans ce conflit a été durablement occultée du débat public, à travers ce qui pourrait être considéré un jour comme l'un des plus grands échecs collectifs de l'histoire du journalisme contemporain

Bien qu'indiscutablement condamnable, le gouvernement Assad a bénéficié d'un [soutien populaire](#) suffisant pour tenir face à la rébellion, et il s'est maintenu au pouvoir grâce à l'intervention décisive de la Russie, ce qui n'avait pas été anticipé par les stratégies d'Obama.

Censées être en guerre contre le jihadisme depuis l'automne 2001, les puissances occidentales ont fait le pari cynique de couvrir diplomatiquement et d'aider militairement leurs alliés régionaux dans leur soutien en faveur de groupes extrémistes éprouvant la même détestation à l'égard de notre modèle démocratique qu'envers l'État syrien laïc et ses alliés russes et chiites.

Provoquant un véritable [désastre humanitaire](#), la fulgurante montée en puissance de Daech en 2014 est en bonne partie la conséquence de cette politique inconsciente et court-termiste, dont l'Arabie saoudite a été [le principal financeur](#) - le rôle de nos « alliés » turc et pétromonarchiques dans l'essor du djihad armé dans cette région (et au-delà) n'ayant d'ailleurs jamais fait l'objet d'une quelconque protestation officielle de la part d'États occidentaux pourtant frappés par le terrorisme.

Après d'innombrables hésitations, ces derniers ont fini par accepter le réel. De ce fait, ils ont progressivement abandonné l'objectif de renverser Bachar al-Assad ; et ils ont mis en priorité la lutte contre un monstre Frankenstein en grande partie engendré par leurs propres [errements stratégiques](#) et [diplomatiques](#), encouragés dans ces dérives par leurs « alliés » [néo-ottomans](#) et wahhabites.

À l'aune du sévère bilan que l'on peut dresser de l'interventionnisme occidental [au Moyen-Orient](#), [en Asie centrale](#) et [en Afrique du Nord](#), il serait plus que jamais salutaire que les journalistes, les experts et d'éventuels lanceurs d'alertes dénoncent plus explicitement le rôle majeur de nos États dans l'élaboration, la conduite et la dissimulation de ces politiques clandestines inconsidérées.

À LIRE : La politique d'Obama en Syrie et l'illusion de puissance américaine au Moyen-Orient

En attendant, espérons que le potentiel [aggiornamento](#) du président français Emmanuel Macron sur le dossier syrien, et la conclusion du programme anti-Assad de la CIA décrétée par son homologue américain, marquent la fin durable de ces stratégies aventuristes à l'origine de tant de [souffrances et de destructions](#) - officiellement imposées au nom de la démocratie, de la paix et des droits de l'homme.

Dans tous les cas, au regard des conséquences dramatiques de cette ultime guerre secrète de la CIA - que le *Washington Post* avait décrite [en juin 2015](#) comme étant « l'une [de ses] plus vastes opérations clandestines » -, il n'est pas impossible que les historiens la considèrent un jour comme le plus grand fiasco de l'Agence ; un désastre aux conséquences potentiellement plus graves que celles de [la baie des Cochons](#), ou de [la tentative de recrutement](#) de deux futurs pirates de l'air du 11 septembre par la CIA et les services secrets saoudiens. Comme l'avait relaté [un ex-agent spécial du FBI](#) à l'auteur de ces lignes, cette opération illégale conduisit l'Agence à dissimuler à la police fédérale la présence de ces hommes de Ben Laden aux États-Unis, ce qui aurait empêché le Bureau de déjouer ces attentats.

Visiblement, cette tragédie était bien loin dans les mémoires des responsables du programme Timber Sycamore, qui ont massivement armé la nébuleuse terroriste contre laquelle les autorités américaines et leurs alliés se revendiquent en guerre depuis 2001.

Maxime Chaix.

- [Maxime Chaix](#) est traducteur et journaliste indépendant, spécialisé dans les domaines du renseignement, des opérations clandestines, des questions stratégiques, de la criminalité financière et du terrorisme global. Il est diplômé d'un Master 2 « [Histoire, théorie et pratique des droits de l'Homme](#) » à la

Faculté de Droit de Grenoble. En 2015, il a lancé son [propre site](#) afin de regrouper ses différents articles et traductions. Depuis 2014, il a notamment écrit pour [dedefensa.org](#), [Paris Match](#), et le [Club de Mediapart](#).

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la politique éditoriale de Middle East Eye.

Source : Middle East Eye, <http://www.middleeasteye.net/fr/opinions/en-syrie-le-plus-grand-fiasco-de-la-ci-a-139175839>

Fil Facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10155581557812317>